

# Table des matières

<b>Les clauses pénales successorales</b>	7
Renaud THÜNGEN	
Section 1. Nature de la clause pénale successorale	8
§ 1. La clause pénale en droit commun	8
§ 2. Nature de la clause pénale testamentaire	9
§ 3. Nature de la clause pénale insérée dans une donation	13
Section 2. Régime de la clause pénale successorale	14
§ 1. Régime de la clause pénale testamentaire	14
§ 2. Régime de la clause pénale insérée dans une donation	20
Section 3. Examen de deux clauses pénales particulières	24
§ 1. La clause pénale liée à une clause d'indisponibilité	24
§ 2. La clause pénale interdisant toute remise en cause du testament	27
<b>La donation alternative et la donation facultative</b>	33
Philippe DE PAGE	
Section 1. Les notions et les qualifications	33
Section 2. Les clauses spécifiques dans la donation	40
Conclusions	46
<b>La fin du quasi-usufruit ? Le droit de disposition fonctionnel de l'usufruitier</b>	49
Bérénice DELAHAYE et Stéphanie CARON	
Introduction	49
Section 1. Analyse sous l'angle du droit civil	50
§ 1. Répartition des droits entre l'usufruitier et le nu-propiétaire : principes	50
§ 2. De l'exception à l'interdiction, dans le chef de l'usufruitier, du droit de disposer du bien grevé d'usufruit	51
A. Suppression du quasi-usufruit ?	51
B. Droit de disposition « fonctionnel » : principe	51
ANTHEMIS	155

C.	Article 3.148, 1 <sup>o</sup> : droit de disposition fonctionnel autorisé par une disposition légale expresse	52
D.	Article 3.148, 2 <sup>o</sup> : droit de disposition sur des biens dont c'est la destination dans le cadre d'une obligation d'administration	54
E.	Article 3.148, 3 <sup>o</sup> : biens consommables	55
F.	Autres cas de droit de disposition fonctionnel accordé à l'usufruitier	57
G.	Dérogations au droit de disposition fonctionnel	61
H.	Obligation d'identifier les biens aliénés et obligation de restitution	62
Section 2.	Analyse en droit fiscal	65
§ 1.	Articles 33 C. succ./2.7.3.4.4. CFF	65
A.	Principe	65
B.	Application lorsque le quasi-usufruit est de source conventionnelle	65
C.	Application lorsque la quasi-usufruit est de source légale	67
§ 2.	Articles 106 C. succ./3.17.0.0.2. CFF	68
A.	Principe et mécanisme	68
B.	Application au quasi-usufruit	68
Conclusion		70
<b>L'inaliénabilité dans la libéralité résiduaire</b>		<b>73</b>
Charlotte LOUSBERG		
Section 1.	Rappel des principes : la libéralité résiduelle et le concept d'inaliénabilité	76
Section 2.	Les limites de la subrogation réelle en matière de libéralités résiduelles par rapport à l'interdiction de restreindre le caractère aliénable des biens	80
Conclusion		89
Section 3.	Proposition de clause	89
§ 1.	Exposé des motivations du donateur et de l'esprit de la clause <i>de residuo</i>	90
§ 2.	Renonciation à l'effet rétroactif de la condition attachée à la donation	91
§ 3.	Obligation de dresser un inventaire/un état descriptif des biens donnés	91

§ 4. Pouvoirs de disposition du premier bénéficiaire	91
§ 5. Pouvoirs de gestion du premier bénéficiaire	92
§ 6. Améliorations, rénovations, transformations	93
§ 7. Réparations/entretien	94
§ 8. Subrogation réelle	95
§ 9. Revenus des biens donnés	96
§ 10. Clause d'inaliénabilité	96
<b>La clause de gestion des biens donnés ou légués</b>	<b>97</b>
Gilles DE FOY	
Introduction	97
Section 1. Notion et principes	98
Section 2. <i>Quid</i> de la validité de la clause de gestion à l'égard d'un incapable (mineur ou majeur)?	102
Section 3. <i>Quid</i> de la validité de la clause de gestion à l'égard d'une personne majeure et tout à fait capable?	104
Section 4. <i>Quid</i> de la validité de la clause de gestion au regard de la réserve héréditaire?	104
Section 5. Neutralité de la clause de gestion sur le calcul des droits de donation/succession	105
Conclusion	107
<b>Conventions d'indivision, pactes de préférence et clauses d'accroissement optionnelles</b>	<b>109</b>
Laurent BARNICH	
Introduction	109
Section 1. Les conventions d'indivision	110
§ 1. Le droit de demander le partage : évolution des pratiques	110
§ 2. Le nouveau droit des biens : indivision fortuite versus indivision volontaire	111
§ 3. Le nouveau droit des biens et l'indivision volontaire en pratique	115
Section 2. Les pactes de préférence	118
§ 1. Notion	118
§ 2. Sanction de la violation du pacte de préférence	119
ANTHEMIS	157

§ 3. Le pacte de préférence et l'indivision	120
A. Le droit de préférence en cas de cession de part indivise	121
B. Un droit de préférence en cas de demande en partage	121
Section 3. Les clauses d'accroissement optionnelles	123
§ 1. Succès de la formule optionnelle	123
§ 2. Analyse de la convention en droit civil	127
§ 3. Divergences entre la convention d'accroissement optionnelle et la clause optionnelle de partage de communauté	132

**Quelques questions fiscales complémentaires en droits d'enregistrement et de succession** 135

André CULOT

Introduction	135
Section 1. La preuve en droits de succession	135
§ 1. À qui incombe la charge de la preuve en droits de succession?	135
§ 2. Quels sont les moyens de preuve accordés à l'administration?	136
§ 3. Quels sont les moyens de preuve utilisables contre l'administration?	137
Section 2. Les actes entachés de nullité en droits de succession	137
§ 1. Conséquences d'un acte nul	137
§ 2. Actes accomplis ou souscrits par le défunt, de son vivant, entachés de nullité	138
§ 3. Action possible de l'administration?	139
Section 3. Les testaments ou legs nuls ou litigieux	139
§ 1. Principes applicables aux testaments ou legs nuls	139
§ 2. Principes applicables en cas de litige à propos d'un testament	140
§ 3. Confirmation d'un testament au point de vue de la forme	140
§ 4. Confirmation d'une donation au point de vue de la forme dans le cadre d'un article 9 du Code des droits de succession	141
§ 5. Principes applicables en cas de litige sur la validité du legs	142
§ 6. Principes applicables lors de l'interprétation du testament ou de la loi	142
Section 4. Les donations sous condition suspensive ou à terme suspensif	142
§ 1. Régime applicable en droits d'enregistrement – Règle générale et exceptions	142

---

A. La règle générale (art. 16 C. enr. [Rég. w./Brux.-Cap.]	142
B. Les exceptions	143
§ 2. Régime applicable en droits de succession	144
§ 3. L'incohérence «à la belge» ou le risque d'une double taxation	145
§ 4. Une incohérence régionale due à l'oubli de l'effet rétroactif	146
Section 5. Les legs à terme (post-décès) – Legs alternatifs ou facultatifs	147
§ 1. Généralités – Principes applicables	147
§ 2. Conséquences fiscales	147
§ 3. Legs alternatif	148
§ 4. Legs avec clause facultative	148
Section 6. Donation alternative ou facultative	149
§ 1. Généralité – Principes applicables	149
§ 2. Obligation alternative	150
§ 3. Obligation facultative	151
Section 7. L'accroissement légal en usufruit	151
§ 1. La question	151
§ 2. Des droits de succession sont-ils exigibles?	151
§ 3. Des droits d'enregistrement sont-ils exigibles?	152
§ 4. Position du Vlabel	152
Conclusion	153